Réunion

Du

Conseil Municipal

Du 12 février 2016

Compte Rendu
L’an deux mil seize et le 12 février à vingt heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, le 08 février 2016, s’est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de

Mme VIGUÈS Nicole, Maire.


Représentés : M. MEYNIEL Jacques adjoint est représentée par Mr QUEILLE Lucien

Absents : Mr BREUIL Alain, Mme SECCCAUD Agnès, Damien TERRISSE

M. BERTHUI Bruno a été nommé secrétaire.

AFFAIRES DIVERSES

✧ 1. Délibération : Projet de convention avec le Conseil Départemental pour assistance technique dans le domaine de l’eau et de l’assainissement pour la période du 1er janvier 2016 au 31/12/2018.

Le Conseil Municipal après étude, valide le projet à l’unanimité.

✧ 2. Délibération : Modification des effectifs au 01/01/2016
Avancement de grade, création des emplois correspondants.

Le Conseil Municipal valide la modification à l’unanimité.

✧ 3. Délibération : Délégation à la Communauté de Murat / transfert de compétence / gestion des activités nordiques (ski de fond, raquettes, les activités de ski alpin exclues).

Après exposition du projet le Conseil voudrait plus d’explications auprès de la Communauté de Commune.
4. Délibérations : Demande de subvention au conseil Départemental (sur le fonds Cantal Solidaire)
Projet eau assainissement 30% d’aide ou travaux de protection des captages 25%.
Amendes de polices
Parkings barrières


5. Délibération : Renouvellement du contrat groupement d’assurance des personnels (par le centre de gestion par marché Public)

Remboursement du salaire en cas de d’arrêt maladie.

Le Conseil est pour à l’unanimité.

Courrier pour autoriser l’élaboration d’un appel d’offre pour le futur contrat d’assurance du personnel.

6. Délibération pour la nomination d’un régisseur pour les PV et la création d’une régis pour les produits d’amandes.

Le conseil valide ce projet à l’unanimité.

7. Délibération contre la suppression d’un poste de professeur.

Le refus sera motivé pour sauver l’école communale par des appels, des courriers, des rendez-vous avec : l’Inspectrice Académique, le Sous-Préfet les médias… une manifestation organisée par l’APE.


Le Conseil est pour à l’unanimité.

9. Délibération pour des parkings, route du rocher du Cerf
Déclassement d’un terrain du domaine public et rétrocession entre la commune de Laveissière et les Epoux Maugener est concernant des parkings route du Rocher du Cerf.

Le Conseil est pour à l’unanimité.
10. Délibération : Renouvellement de la convention d’utilisation des parkings de Font d’Alagnon avec la SNC les Montagnes représentée par M. BRANDT.

Le Conseil est pour à l’unanimité.

- **INFORMATIONS /QUESTIONS DIVERSES**

Avant projet de la réhabilitation de la station d’épuration du bourg et raccordement de Chambeuil. Comparaison entre une réhabilitation de la station ou la création d’une station avec filtre.

Prévision :
- d’une réunion avec le bureau Déjante
- visite sur un site avec filtre (le plus ancien possible)

Le dossier de demande en tant que commune touristique est accepté par conséquent la dotation de l’état est préservée.

**Compte rendu réunions**

- **Syndicat Mixte**
  - Budget
  - Achat d’un camion

- **SAEM**
  - Saison hivernale : Augmentation de 40% par rapport à 2014
  - Bonne saison d’été 2015, 69 000 passages au téléphérique

- **Halté garderie**
  - Fin des travaux
  - Coût total : 90 000 €

La séance est levée à 23 h45
L'an deux mil seize

et le 12 février

à vingt heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Mme VIGUÈS Nicole, Maire.


Représenté : M. MEYNIEL Jacques par M. QUEILLE Lucien

Absents: M. BREUIL Alain, Mme SECCAUD Agnès,
M. TERRISSE Damien.

M. BERTHUI Bruno a été nommé secrétaire.

2016-01 : RENOUVELEMENT CONVENTION HALTE GARDERIE STATION DU LIORAN 2015-2016

Madame le Maire rappelle à l'Assemblée que depuis six hivers, face au retrait de la SAEM Super-Lioran Développement de la gestion de la Halte-garderie du Lioran, les communes d’ALBEPIERRE, LAVEISSIÈRE, SAINT-JACQUES-DES-BLATS ont confié à la Fédération des Associations Lafques (FAL) cette mission d’accueillir des enfants âgés de moins de 6 ans. Satisfaites de l’expérience, les trois communes souhaitent reconduire le même système pour la nouvelle saison hivernale, du samedi 19 décembre 2015 au dimanche 13 mars 2016 dans des locaux gracieusement mis à disposition par la SAEM.

Les communes d’ALBEPIERRE, LAVEISSIÈRE et SAINT-JACQUES-DES-BLATS verseraient une somme correspondant aux frais de prestation de service estimés à 12 057 €, considérant qu’un éventuel bilan de fin de saison déterminerait le montant précis de la participation de chacune des communes selon une clef de répartition de 70 % pour LAVEISSIÈRE, 25 % pour SAINT-JACQUES-DES-BLATS et 5 % pour ALBEPIERRE.

Madame le Maire précise l'engagement du prestataire d'employer du personnel encadrant et d'exécution conformément aux règles fixées pour les établissements et services d'accueil des jeunes enfants et d'obtenir les autorisations indispensables (service PMI du Conseil Général, service Action Sociale de la CAF, ...).
Elle demande au Conseil Municipal d’en délibérer.

Le Conseil Municipal, ouï cet exposé,

- considérant la nécessité qu’il y a d’assurer la continuité d’un service d’accueil de qualité pour enfants de moins de 6 ans à la station de ski durant cet hiver,
- vu l’engagement pris par les communes d’ALBEPIERRE et SAINT-JACQUES-DES-BLATS de participer à nouveau à l’opération,
- vu les termes de la convention à intervenir entre la FAL et les trois communes,

\% DECIDE, à l’unanimité, de confier à la FAL du Cantal le service d’accueil et de garderie des enfants de moins de 6 ans, pour la période d’hiver allant du 19 décembre 2015 au 13 mars 2016 aux conditions édictées dans la convention ;

\% PRECISE que la prestation de service estimée à 12 057 €, versée à la FAL, sera répartie entre les trois communes selon la clef de répartition suivante : commune de LAVEISSIERE 70 %, commune de SAINT-JACQUES-DES-BLATS 25 %, commune d’ALBEPIERRE 5 %, sachant que la commune de LAVEISSIERE acquittera la totalité de la facture et récupérera, par émission de titres de recettes, les participations des deux autres communes ;

\% DECIDE de financer l’opération par inscription au budget 2016, en dépense, la somme de 12 057 € (article 6488) et en recette la somme de 3 617.10 € (article 70878) ;

\% DONNE pouvoir à Madame le Maire pour accomplir toutes les formalités nécessaires et l’autorise à signer tous les documents se rapportant à l’affaire et notamment la convention à intervenir.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdits
Au registre sont les signatures
Pour copie conforme

Le Maire
Nicole VIGUÈS
SEANCE DU 12 FÉVRIER 2016

L'an deux mil seize
et le 12 février
à vingt heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Mme VIGUÈS Nicole, Maire.


REPRÉSENTÉ : M. MEYNIEL Jacques par M. QUEILLE Lucien

ABSENTS : M. BREUIL Alain, Mme SECCAUD Agnès, M. TERRISSE Damien.

M. BERTHUI Bruno a été nommé secrétaire.

OBJET DE LA DÉLIBÉRATION

VOTE

POUR..........................11
CONTRE..........................0
ABSTENTION.......................0

Qui n'ont pas pris part à la décision.....3
(M. BREUIL Alain,
M. TERRISSE Damien,
Mme SECCAUD Agnès,
absents)

Acte rendu exécutoire après dépôt en Sous-Préfecture

le

et publication ou notification du

2016-05 : CONVENTION D'ASSISTANCE DANS LE DOMAINE DE L'EAU ENTRE LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL ET LA COMMUNE DE LAVEISSIERE

Madame le Maire donne lecture à l'assemblée du courrier du 26 janvier 2016 du Conseil Départemental du Cantal relatif à la loi du 30 décembre 2006 définissant le cadre juridique à l'assistance technique apportée aux collectivités locales par le Département à travers la Mission d'assistance à la Gestion de l'Eau (MAGE).

Elle expose que la commune est éligible à l'assistance technique mise à disposition par le Département pour l'exercice de sa compétence dans le domaine de l'alimentation en eau potable et de l'assainissement collectif. Elle demande à l'assemblée de se prononcer sur ce projet de convention qui prendra effet à sa signature et sera valable jusqu'au 31 décembre 2018.

Le conseil Municipal, après avoir pris connaissance du dossier,

* Approve ce projet de convention avec le Conseil Départemental du Cantal,

* Autorise Madame le Maire à signer la présente convention,
Autorise le Conseil départemental à déléguer au Groupement d'Intérêt Public TERANA les prestations de prélèvements et d'analyses à la charge de la collectivité, liées aux obligations réglementaires en matière d'auto surveillance des équipements d'assainissement (bilan 24 H, contrôle du dispositif d'auto surveillance).

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdits
Au registre sont les signatures
Pour copie conforme

Le Maire
Nicole VIGUÈS
L’an deux mil seize
et le 12 février
à vingt heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s’est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Mme VIGUÈS Nicole, Maire.


Représenté : M. MEYNIEL Jacques par M. QUEILLE Lucien

Absents : M. BREUIL Alain, Mme SECCAUD Agnès, M. TERRISSE Damien.

M. BERTHUI Bruno a été nommé secrétaire.

2016-06 : RENOUVELLEMENT CONVENTION D’UTILISATION DES PARKINGS DE FONT D’ALAGNON


Elle informe que, depuis plusieurs années, une convention d’utilisation avait été passée avec Monsieur BRANDT Georges, gérant de la SNC Les Montagnes.

Après contact avec le propriétaire, Monsieur BRANDT Georges accepte de laisser à nouveau le terrain à la Commune, pour cet hiver, gratuitement, mais à condition qu’il soit dégagé de toute responsabilité. La passation d’une convention concrétiserait cet accord.
Madame le Maire demande au Conseil Municipal son avis.

Le Conseil Municipal, après discussion et en avoir délibéré, prenant acte avec satisfaction du renouvellement de l’accord de la SNC Les Montagnes représentée par Monsieur BRANDT Georges,

APPROUVE la convention d’utilisation des parkings sis sur la parcelle AA 31 à Font d’Alagnon pour la période hivernale 2015-2016 et à titre gratuit et autorise Madame le Maire à la signer.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdits
Au registre sont les signatures
Pour copie conforme

Le Maire
Nicole VIGUÈS
REPUBLICQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT
CANTAL

NOMBRE DE MEMBRE

Afférents
au Conseil
Municipal

En exercice

14

14

Date de la convocation

08 février 2016

REÇU LE

14 MARS 2016

Sous-Préfecture

15100 ST-FLOUR

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA COMMUNE de LAVEISSIERE

Séance du 12 février 2016

L'an deux mil seize

et le 12 février

à vingt heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Mme VIGUÈS Nicole, Maire.


Représenté : M. MEYNIEL Jacques par M. QUEILLE Lucien

Absents : M. BREUIL Alain, Mme SECCAUD Agnès, M. TERRISSE Damien.

M. BERTHUI Bruno a été nommé secrétaire.

Objet de la Délibération

2016-08 : REFUS DE SUPPRESSION D'UN POSTE A L'ECOLE COMMUNALE

Pour...............11
Contre...............0
Abstention.........0

Qui n'ont pris part à la décision... 3
(M. BREUIL Alain,
M. TERRISSE Damien,
Mme SECCAUD Agnès,
absents)

Madame le Maire déclare qu'elle a été informée par Madame l'Inspectrice d'Académie, par courrier en date du 9 février 2016, du projet de retrait d'un poste d'enseignant à l'école communale de Laveissière pour la rentrée scolaire 2016-2017.

Madame le Maire réaffirme son opposition à tout retrait de poste d'enseignant et explique :

- L'effectif de notre école communale pour la rentrée 2016 passera de 35 élèves à 40 élèves, car un logement communal s'est trouvé vacant et une famille emménagera courant mars, dont les 5 enfants (de 3 ans à 10 ans) seront scolarisés dans notre école.

- La perte d'un poste d'enseignant aurait pour conséquence une classe unique pour les CE1 CE2 CM1 CM2 et conduirait l'école à une situation de régression,
La fermeture d’une classe dégraderait l’enseignement avec la perte d’une qualité de transmission du savoir, de culture et de formation et anéantisrait tous les efforts de la municipalité, qui a investi depuis de nombreuses années :

- Mise en place de l’école numérique depuis une dizaine d’année,
- Mise en place également d’une Garderie Périscolaire (le matin à partir de 7h30 et le soir de 16h30 à 18h30 accompagnée d’une aide aux devoirs), à noter la gratuité de ces différents services et il en est de même pour les Temps d’Activités Périscolaires.
- Rénovation complète des classes,
- Remplacement du mobilier,
- Le restaurant scolaire est facturé 1,90€ avec des produits locaux.
- Passerelle avec la halte garderie communale accueillant les enfants de 3 mois à 6 ans.

Madame le Maire tient également à rappeler :

- Que l’Amicale des Parents d’Elèves se bat pour le maintien de cet organe vital et s’est toujours investi fortement par son implication et sa participation financière, dans les sorties éducatives et sportives des élèves,
- Que l’augmentation du nombre d’élèves et de niveaux par classe serait un motif de désinscription d’élèves de l’école de Laveissière et conduirait un jour à une fermeture total de l’école communale,
- De ce fait, les postes à temps complets de l’ATSEM au niveau de la maternelle et de la personne en charge de la cantine se retrouveraient en danger,

Décision du Conseil municipal :

Le Conseil municipal a décidé à l’unanimité de demander à Madame la Directrice d’Académie d’abandonner sa décision de retrait de poste d’enseignant envisagé sur notre école communale impliquant la fermeture d’une classe qui serait un coup dur pour les enfants, les familles, les agents en poste, les enseignants et pour toute la commune.

La présente délibération annule et remplace la délibération 2016- 03 en date du 01 mars 2016 prise pour le même objet.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdits
Au registre sont les signatures
Pour copie conforme

Le Maire,
Nicole VIGUÈS
ÉTRAIT DU REGISTRE DES DÉLÉBRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA COMMUNE de LAVEISSIERE

Séance du 12 février 2016

L’an deux mil seize
et le 12 février
à vingt heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s’est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Mme VIGUÉS Nicole, Maire.

Présents: Mme VIGUÉS Nicole, Maire — M. PIERREVAL Roger, Adjoint — M. QUEILLE Lucien, Adjoint — Mr QUEYROUX Michel—
M. MEISSONNIER Daniel — Mme BRUNHES Isabelle —

Représenté: M. MEYNIEL Jacques par M. QUEILLE Lucien

Absents: M. BREUJIL Alain, Mme SECCAUD Agnès,
M. TERRISSE Damien.

M. BERTHUI Bruno a été nommé secrétaire.

Objet de la Délégation

2016 - 09 : CONTRAT D’ASSURANCE DES RISQUES STATUTAIRES

Madame le Maire expose :

- L’opportunité pour la collectivité de pouvoir souscrire un ou plusieurs contrats d’assurance statutaire garantissant une partie des frais laissés à sa charge, en vertu de l’application des textes régissant de la statut de ses agents,
- L’opportunité de confier au Centre de Gestion du Cantal le soin d’organiser une procédure de mise en concurrence,
- Que le Centre de Gestion peut, dans le cadre de ses missions à caractère facultatif, souscrire un tel contrat pour son compte, si les conditions obtenues donnent satisfaction à la commune de Laveissière.

Le Conseil Municipal après avoir délibéré :

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l’article 26,

Vu le décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l’application de l’article 26 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d’assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités et établissements territoriaux,
La commune de Laveissière charge le Centre de Gestion du Cantal de lancer une procédure de marché public, en vue, le cas échéant, de souscrire pour son compte des conventions d’assurances auprès d’une entreprise d’assurance agréée, cette démarche peut être entreprise par plusieurs collectivités locales intéressées.

Ces conventions devront couvrir tout ou partie des risques suivants :

- Agents affiliés à la CNRACL : décès, accident / maladie imputable au service, maladie ordinaire, longue maladie / maladie de longue durée, maternité / paternité / adoption, temps partiel thérapeutique, disponibilité d’office, invalidité

- Agents IRCANTEC : accident du travail / maladie professionnelle, maladie ordinaire, maladie grave, maternité / paternité / adoption, temps partiel pour motif thérapeutique,

Elles devront prendre effet au 1er janvier 2017, pour une de 4 ans, et être gérées sous le régime de la capitalisation.

La décision éventuelle d’adhérer aux conventions proposées fera l’objet d’une délibération ultérieure.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdits
Au registre sont les signatures
Pour copie conforme

Le Maire
Nicole VIGUÈS
Déclaration du domaine public et retrocession entre la commune et les époux Maugenest

Madame le Maire fait part au Conseil Municipal de la demande des époux Maugenest à obtenir de la commune la cession d’une superficie de 159 m2 à prendre au dépens du domaine public afin d’aménager leur propriété du Lioran cadastré notamment sous le n° AE 19,

En contre partie de cette acquisition les époux Maugenest se proposent de céder à la commune une surface de 222 m2 destinée à être affectée au domaine public.

Le Conseil Municipal ouï l’exposé de Madame le Maire. Après avoir pris connaissance des plans le Conseil Municipal ayant délibéré,

\%DECIDE de déclasser du domaine public, la superficie sollicitée par les époux Maugenest soit 159 m2,

\%DECIDE de céder aux époux Maugenest la surface déclassée de 159 m2 pour un prix global et forfaitaire de 500€,
ACCEPTE d'acquérir des époux Maugenest la parcelle de 222 m² d'une valeur forfaitaire de 500€ et décide que cette parcelle, après acquisition, sera classée dans le domaine public,

PRECISE que tous les frais afférents à cette affaire, seront à la charge des époux Maugenest,

AUTORISE Madame le Maire à faire toutes les démarches et signer les documents utiles à l'établissement de ce dossier.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdits
Au registre sont les signatures
Pour copie conforme

Le Maire,
Nicole VIGUÈS